



PROJET ACCOMPAGNEMENT Québec - Guatemala

Bulletin d'information

BIMESTRIEL

Mai - Juillet 2000, no. 24, Montréal, Qc

RECHERCHÉS



Gral. Benedicto Lucas



Gral. Mendoza Palomo



Gral. Romeo Lucas García

Pour crimes contre l'humanité et pour crimes de guerre

Dans ce bulletin:

Éditorial, nouvelles des accompagnatrices p.2
Potins des ex p.2

Rapport d'un accompagnement à Santa María Tzeja p.3
Rapport d'un accompagnement avec SITRABI p.4
Liste des menaces contre des activistes p.7

Nouvelles du Guatemala p.5-7
Nouvelles de Montréal p.8
Actions Urgentes



Éditorial



Les mois de mai et juin se sont déroulés au Guatemala à peu près comme on pouvait s'y attendre, avec en poste au gouvernement le parti politique d'extrême-droite qu'est le FRG (Front Républicain Guatémaltèque). Certains événements rappellent même la terreur des années '80 : menaces, enlèvements, assassinats,...

C'est dans ce contexte que des rumeurs ont commencé d'un avant-projet de loi d'amnistie générale. Il n'en fallait pas plus pour le déclenchement d'une mobilisation générale des groupes de défense des droits humains. C'est un dossier à suivre de très près et qui a d'ailleurs fait l'objet d'une action urgente. Pour combattre l'impunité, ces mêmes groupes n'attendent pas les provocations. C'est ainsi que le CALDH (Centre d'action légale pour les droits humains) a entamé une série de dénonciations collectives, avec l'appui d'une dizaine de communautés, contre les responsables intellectuels des massacres des décennies passées. Dans le cadre de cette action, qui prendra encore plus d'ampleur à l'automne, CALDH a fait appel à l'accompagnement international. Le PAQG était prêt, en collaboration avec d'autres pays, à répondre à la demande.

Au nord, on n'a pas chômé durant ces mois. Mai a d'ailleurs commencé en flèche avec une formation de 4 jours pour 9 participants-es. Une formation très dynamique et fort appréciée des futurs accompagnateurs-trices. Ensuite est venu le dur labeur du recrutement et de la sélection des quatre stagiaires du programme de l'ACDI, Jeunes Stagiaires Internationaux. Chapeau! à Isabelle Gauthier pour son excellent travail et bienvenue aux nouvelles stagiaires!

Le comité de Québec est toujours aussi actif. Stéphanie

Tardif et Charles Gaucher sont très impliqués dans le comité formation, et trouvent du temps pour coordonner les activités à Québec.

En mai, Marie-Hélène Côté était de retour, suite à sa participation avec la délégation canadienne au Guatemala. Elle est maintenant prête à présenter son témoignage aux groupes qui voudront bien la recevoir. Au début juin, Christian Fournier, le premier accompagnateur québécois du millénaire, était de retour à Québec. Il est très positif quant à l'expérience qu'il a vécue au Guatemala et prêt à y retourner... (C'est bon signe!)

En juin, deux accompagnatrices prenaient la relève et s'envolaient pour le Guatemala. Des départs toujours remplis d'émotions...

Dans ce numéro, Christian Fournier nous présente un article sur son expérience, Marc Drouin nous livre un aperçu de la lutte syndicale de SITRABI, un syndicat de travailleuses-eurs des plantations de bananes, il y a aussi de nombreuses nouvelles et dépêches des dernières semaines. Vous trouverez également quelques «flashes» de ce qui se passe au Québec pour le PAQG.

Il ne me reste qu'à nous souhaiter un BEL été et un retour fulgurant à l'automne des activités de solidarité avec le Guatemala. À la prochaine.

Suzy Potvin

P.S. : Peut-être êtes-vous curieux de savoir où en est le membership? Eh bien, officiellement nous avons 74 membres en règle. Bravo! Atteignons-nous les 100 membres pour l'Assemblée générale de l'automne? C'est encore à vous de jouer!!!

Nouvelles des accompagnatrices

Isabelle Lavoie de Rimouski et Julie Galipeau de Sutton se sont envolées en juin pour le Guatemala. Après une semaine de perfectionnement de l'espagnol et une semaine de formation, elles sont parties en région pour l'accompagnement de communautés. Julie est dans la région de Rabinal et Isabelle dans le nord du Quiché.

Potins des Ex

Tout d'abord, Sarita Ahojja, si vous ne le saviez pas déjà, est de retour à Montréal après avoir vécu deux ans au Mexique où elle travaillait pour le Movimiento por la Paz, une organisation qui oeuvre en solidarité avec les autochtones. Elle prépare une série d'articles sur la situation des autochtones de la Bolivie et du Chili pour la revue de Cris, The Nation.

Nathalie Brière, la coordonatrice au Sud de 1994 à 1997 (à peu près...) et qui est ensuite allée oeuvrer au sein de SIPAZ (Servicio informativo para la Paz), elle aussi au Mexique, est revenue en ville.

Karine Vanthuyne est actuellement en Tunisie où elle perfectionne son arabe!

Des pubs!! Bernard Bélanger livre toujours assez fidèlement son pain biologique à travers la ville de Montréal...(253-9101, si vous en voulez!) et, Ève Thomas et Roberto Nieto poursuivent une aventure radiophonique entreprise avec le PAQ: l'émission Planète le vendredi de 4 à 5 à Radio centre-ville (c'est le 102,3fm!)

devenez membre!
 et profitez de nos **spéciaux** sur des
 T-shirts du PAQG!
 En plus de recevoir un coupon pour
 participer à des tours à pied **gratuits**
 du centre ville de Guatemala!



L'ACCOMPAGNEMENT DANS LE CADRE DE LA DÉNONCIATION DU CRIME DE GÉNOCIDE



[Christian Fournier s'est rendu pour accompagner au Guatemala de janvier à juin. Il nous livre le résumé d'un accompagnement qu'il a effectué.]

Le 3 mai dernier, plusieurs témoins de massacres ainsi que les familles des victimes ont remis une dénonciation formelle au Ministère des affaires publiques (Ministerio Publico) du Guatemala. Les gens de 10 communautés des régions de Rabinal au Baja Verapaz, de l'Ixcán et du triangle Ixil au Quiché demandent que l'on rende justice et que soient jugés les trois généraux qui étaient au pouvoir d'octobre 1981 à mars 1982, période au cours de laquelle des centaines de villages allaient être détruits et leurs habitants massacrés. Le 2 mai, tous les témoins et plusieurs intervenants du milieu des droits de la personne, de même que les groupes d'accompagnement international, ont assisté à un forum sur les questions soulevées par une telle démarche judiciaire. C'est à ce moment-là que les familles des victimes et des témoins des 10 communautés ont raconté ce qu'ils vécurent 18 ou 19 ans auparavant. De ces témoignages s'est dégagé un sentiment de nécessité ; l'importance de la justice pour la réconciliation nationale au Guatemala.

J'ai accompagné deux communautés de la région de l'Ixcán, au nord du département du Quiché à Cuarto Pueblo et Santa María del Tzejá. J'y étais avec une Française membre du Collectif Guatemala. Nous sommes partis le 3 mai même, avec les membres des communautés. Nous nous sommes d'abord rendu à Cuarto Pueblo. Puis, nous avons alterné d'une communauté à l'autre pour tout le mois. (Il convient de spécifier que les communautés avaient demandé la présence d'accompagnateurs internationaux, si possible, en tous temps. Malheureusement le manque d'accompagnateurs a fait en sorte que nous avons dû nous séparer.)

La communauté de Cuarto Pueblo est située à plus d'une heure de marche de la frontière avec le Mexique. Elle compte 341 familles. Plusieurs de ces familles font partie de l'Association de défense des droits de la personne de la région de l'Ixcán (ADDHAI en espagnol). Un autre groupe appelé Comité de Amistad entretient des relations antagonistes avec les membres de l'ADDHAI qui est davantage lié à l'armée et à sa présence dans la communauté. Le corps d'ingénieurs de l'armée effectue actuellement des travaux sur la route entre Cuarto Pueblo et un autre

village, situé au sud-ouest, Pueblo Nuevo. On peut dire que le climat est assez tendu à Cuarto Pueblo. Les militaires ne semblaient pas enchantés de nous voir et demandèrent à quelques-uns ce que pouvaient bien faire les «gringos» dans la communauté... En gros, nous avons assisté aux réunions de la coopérative et de l'ADDHAI, nous avons discuté beaucoup avec les témoins et j'ai pu donner un coup de main pour le début des travaux de construction du monument commémoratif qui rendra hommage aux nombreuses victimes du massacre de Cuarto Pueblo (environ 350 victimes), qui fut perpétré à la mi-mars 1982. Il ne se produisit pas d'incident majeur durant le mois de mai, sinon que l'un des témoins s'est inquiété (avec raison) qu'on lui ait enlevé les freins de sa bicyclette... La Mission de vérification des Nations Unies (MINUGUA) nous a accompagné, le 19 mai, alors que nous retournions dans la communauté. Nous avons pu leur indiquer où vivaient les gens qu'ils désiraient rencontrer. Nous les visitons également à Cantabal, chaque fois que nous avons à nous transporter d'une communauté à l'autre. La collaboration fut utile et enrichissante.

Santa María del Tzejá est une communauté d'environ 180 familles, située, comme son nom l'indique, sur la rive occidentale du fleuve Tzejá, au sud-ouest du chef-lieu de Cantabal qui se trouve lui-même au sud-est de Cuarto Pueblo. La coopérative regroupe un nombre de familles largement majoritaires et les tensions ici ne sont pas aussi évidentes. Les ennemis de la communauté semblent venir de l'extérieur de celle-ci. Alors que nous étions présents, dans la nuit du 13 au 14 mai, un incendie d'origine criminelle a dévasté la *tienda* (magasin) de la coopérative. Comme nous dormions dans un bâtiment voisin, nous avons été les premiers à arriver sur les lieux et à pouvoir prêter main-forte à la famille qui logeait à l'intérieur, dans une petite chambre. Ce crime est survenu le 13 mai, le jour du sixième anniversaire du retour des habitants de Santa María de leur refuge au Mexique au début des années 1980, suite au massacre de leur village, le 15 février 1982. Il s'agit d'un coup dur pour les habitants... mais quelle joie de les voir voter pas même

une semaine plus tard, à l'unanimité, pour la reconstruction de la tienda. Quelle joie également d'entendre les encouragements qu'ils se donnent, les commentaires philosophiques qui leur donneront le courage de «*seguir adelante*»... Un monsieur lève la main lors de cette réunion et dit la phrase suivante : «*¡Lo que quemaron es la tienda, la cooperativa, aquí estamos !*». Il voulait ici faire la distinction qui s'imposait entre la «*tienda de la cooperativa*» et la «*cooperativa*»... Un autre monsieur m'explique qu'il n'y a pas eu mort d'homme et qu'alors il s'agit simplement de rebâtir et de surtout ne pas se laisser intimider... car c'est là l'effet recherché par les auteurs de ce crime, d'après lui.

À part cet incident significatif, il convient de mentionner le climat d'insécurité qui sévit dans la région, du aux «*asaltos*» (attaques) des véhicules de la communauté. Alors que nous étions à Santa María, le 12 mai, un véhicule de la communauté voisine s'est fait attaquer, toujours sur la même route qui relie Santa María del Tzejá au chef-lieu, Cantabal.

J'ai adoré l'accompagnement en communauté, qui est très différent de l'accompagnement d'exhumations. J'ai pu me rendre compte de la nécessité d'une présence internationale dans le cadre de la dénonciation en cours contre le haut commandement du régime du général Lucas García. Dans les communautés, les tensions se font plus vives entre les partisans de la justice et ceux de l'impunité. La présence d'accompagnateurs dans le contexte actuel est très appréciée et les gens me l'ont fait voir, en m'offrant des ananas frais, en me souriant sans arrêt, en discutant avec moi de leur passé pourtant indescriptible...

Les habitants de Cuarto Pueblo et de Santa María del Tzejá mettent beaucoup d'espoir au sein du processus actuel qui pourrait mener à la condamnation des responsables du génocide qu'ils ont vécu. Devant tant de souffrances et conscients de la nature organisée de la violence, plusieurs Guatémaltèques se solidarisent et vont de l'avant, au nom de la justice.

[Voir l'Action Urgente dans la suite de ce bulletin.]



RAPPORT D'UN ACCOMPAGNEMENT AVEC LE SYNDICAT DES TRAVAILLEUSES ET TRAVAILLEURS DES PLANTATIONS DE BANANES DU DÉPARTEMENT DE L'IZABAL (SITRABI)¹



Le passage de l'ouragan Mitch, qui a détruit une grande partie des récoltes de toute l'Amérique centrale il y a un peu plus d'un an, a donné lieu à un effort international d'appui aux victimes du désastre. Pour les travailleuses et travailleurs des plantations de bananes, la suite des événements a été tout aussi pénible puisque plusieurs d'entre eux se trouvaient soudainement sans travail et sans domicile, puisqu'ils vivent la plupart du temps dans des bâtisses de la compagnie. Dans les plantations de SITRABI c'est toute une partie du syndicat qui a été détruite suite au licenciement de la plupart de ses membres. Le PAQG, en contact avec le syndicat, a commencé à accompagner certains des membres du syndicat qui ont reçu des menaces au cours de la dernière année.

Dans la soirée du mercredi 10 mai, deux accompagnateurs canadiens se sont réunis avec des membres du comité exécutif de SITRABI, le plus vieux syndicat au Guatemala, afin de confirmer leur visite au quartier général du syndicat à Morales dans le département de l'Izabal, prévue le jour suivant. C'est à ce moment-là qu'ils ont eu vent que des éléments de la Police nationale civile (PNC) et des représentants du Ministère des affaires publiques (MP) allaient procéder le jour suivant à un déplacement forcé d'un terrain résidentiel, propriété du syndicat et situé aux alentours de Morales. Ce terrain avait été envahi depuis 2 mois par 300 personnes qui ne faisaient pas partie du syndicat.

Des discussions ont eu lieu pour savoir si la visite de Morales était appropriée à ce moment-là ou non. En fin de compte, avec l'accord du syndicat, les accompagnateurs ont décidé de profiter de cette opportunité pour connaître plus la problématique locale que vivent les membres du syndicat dans cette municipalité. Les accompagnateurs ont fait la rencontre de plusieurs membres du syndicat qui se rendaient le jour suivant de la capitale à Morales.

Les antécédents; le Lotiplan

En 1995, le syndicat a commencé des manœuvres visant l'acquisition de 75 manzanas (unité de mesure de terrain) situées dans une Finca de la région d'Izabal. Ils procédèrent par la voie légale au règlement du projet, connu sous le nom de Lotiplan. L'idée de cette acquisition était de pourvoir des espaces résidentiels où des membres affiliés au syndicat pourraient acheter un terrain et construire une maison pour leurs familles. La situation actuelle force les travailleuses et travailleurs de Bandegua, la compagnie bananière propriété de Del Monte, à vivre avec leurs familles dans les maisons de la compagnie. A partir du moment où ils cessent de travailler, ils et elles doivent abandonner ces maisons, raison pour laquelle le syndicat a développé le Lotiplan.

En avril 1996, une planification territoriale prévoyait 1200 terrains sur lesquels se retrouveraient des maisons et plusieurs installations communautaires. Le Lotiplan est exclusivement pour des membres du syndicat et ces derniers paient le terrain à un prix modique. L'Assemblée générale du syndicat allait plus tard décider d'un tarif fixe pour les installations électriques, pour l'eau et les égouts.

Avec le passage de l'ouragan Mitch en novembre 1998, 918 travailleuses et travailleurs de la compagnie ont été remerciés, le 27 septembre 1999, ceci allant à l'encontre de leur convention collective qui veut que seulement 10 personnes peuvent être congédiés à la fois. 700 d'entre eux étaient membres du syndicat. Après des événements violents contre le comité exécutif du syndicat, les 13 et 14 octobre 1999, et l'invasion du Lotiplan au mois de mars dernier, la capacité du syndicat quand à la mise sur pied du plan de développement résidentiel à été mise à rude épreuve. En septembre 1999, des membres du syndicat ont dû reprendre leurs parts dans le projet et mettre de côté toute participation monétaire dans le projet. Quand aux membres du comité exécutif qui ont mis sur pied le Lotiplan, ils se sont exilés dans la capitale. L'invasion des terrains qui avaient été prévus pour le projet peut être considéré dans ce contexte comme une tentative visant à réduire la capacité du syndicat à répondre aux demandes de ses membres.

Selon des rumeurs, le maire de Morales aurait été un des initiateurs de l'occupation illégale des terres du projet; il aurait déjà participé à des actions contre le syndicat et serait très appuyé par les grands intérêts financiers de la région, il aurait aussi été mêlé à la vente des terrains et selon certains, il prévoyait déjà le paiement de taxes par les résidents... Tout indique qu'il avait promis aux personnes qui prendraient possession des terres qu'elles resteraient entre leurs mains.

Délogement (résumé des événements)

C'est en fin de compte le 11 mai que l'illégalité des envahisseurs de terres était supposée se terminer, répondant ainsi à la demande des membres du syndicat. Ce jour là, la police était composée de 100 effectifs qui ont procédé au délogement. Vers 14h, ils sont cependant partis, et c'est à ce moment-là que la situation s'est dégradée : un conflit aux allures violentes prenant place lorsque des délogés sont revenus sur le terrain avec des machettes pour se venger. Les syndicalistes étaient la cible de ces personnes, tout comme les accompagnateurs. Voyant le potentiel de violence qui se présentait, ils ont tenté d'appeler la police pour qu'elle revienne, mais il aura fallu envoyer quelqu'un se rendre puisque aucune communication téléphonique n'a pu être établie. 10 personnes du côté des syndicalistes faisaient face à 30 délogés... Tout s'est cependant terminé calmement lorsque la police est finalement arrivée sur les lieux.

Le jour suivant, les délogés ont menacé de s'en prendre aux syndicalistes. Tout s'est cependant passé normalement et il semble plutôt qu'ils en voulaient au maire pour les fausses promesses qu'il leur avait faites en leur vendant la terre...

En attendant la suite, le PAQG se rend à toutes les deux semaines pour rencontrer des membres de SITRABI dans la capitale, et s'est rendu à deux reprises dans la région de l'Izabal, à la plantation de bananes. Les accompagnateurs ont retenu un grand nombre d'informations sur le déroulement de la situation; si vous désirez obtenir une copie plus détaillée consultez le bureau du PAQG.

¹ Traduction partielle d'un rapport rédigé par Marc Drouin, coordonnateur au Sud.

NOUVELLES DU GUATEMALA

Noticias de GUATEMALA

[MAI-JUILLET 2000]

HARCÈLEMENT DE PLUS EN PLUS GRAVE DES ACTIVISTES

Des organisations populaires et de droits humains ont demandé au président Portillo, ainsi qu'à d'autres membres du gouvernement d'initier une enquête sur les menaces de mort proférées contre plusieurs dirigeants sociaux.

Miguel Angel Albizures, de l'Alliance contre l'Impunité, a dit que l'état d'incertitude et de méfiance qui sévit actuellement au Guatemala est préoccupant. Au cours du mois de mai, de nombreux membres de la société civile ont été l'objet d'intimidations et de persécutions, et une série de conspirations qui proviennent des secteurs du pouvoir politique, économique et militaire, provoquent l'incertitude, l'instabilité et l'inquiétude.

Albizures signale que les intimidations et menaces mènent la société guatémaltèque, et en particulier les organisations sociales, à une psychose de peur et de terreur qui a comme but d'immobiliser tous les activistes.

D'autre part, selon José Pinzon, représentant de la Centrale générale des travailleurs du Guatemala (CGTG), plusieurs dirigeants syndicaux ont été menacés et attaqués par des maires municipaux et des propriétaires terriens. (cerigua-23/05/00)

Le climat d'insécurité qui règne au pays a aussi été dénoncé par Rigoberta Menchu, qui conjointement avec les principales organisations de droits humains et de la société civile (CUC, CONAVIGUA, AFDDG, CALDH) a tenu une conférence de presse où ils ont ajouté que des menaces avaient été promulguées contre des journalistes, des

juges et des activistes des droits humains.

Ils ont lancé un appel à la communauté internationale afin de contrer cette vague de répression qui ferme les espaces démocratiques et pour que celle-ci appuie les efforts des secteurs sociaux pour éviter que ce ne soit l'impunité qui domine. (cerigua-26/05/00)

Albizures aurait laissé entendre que la présence des Brigades de paix pourrait faire l'objet d'une demande officielle et le réseau de solidarité canadien avec le Guatemala serait entrain de considérer cette possibilité. (PAQG-Sud)

Par ailleurs, le 19 mai dernier, le Comité

pour la protection des journalistes, un groupe de New York, a organisé une Action urgente pour dénoncer les menaces et intimidations promulguées contre 4 journalistes de El Periodico après qu'un article décrivant une agence d'espionnage secrète, sous la commande de l'État major présidentiel, ait été publié. Un journaliste aurait été suivi jusqu'à sa résidence par une voiture sans immatriculation. (Committee to Protect Journalists-19/05/00) Le 29 mai, les députés du Parlement guatémaltèque ont par ailleurs voté en faveur d'une résolution pour qu'une enquête officielle soit entreprise. Selon le rédacteur en chef du journal Siglo XXI, les menaces de morts sont en général le point de départ d'une campagne d'intimidation. (Ceg-30/05/00)



Photo dé-classifiée prise par l'armée des États-unis en 1965 où l'on voit des aides militaires des États-unis discuter avec le Colonel Arana Osorio.

Début juin, le *National Security Archive* publiait de nombreux documents pris des archives de la CIA. A la demande de groupes de droits humains ces archives sortent peu à peu de l'ombre depuis quelques années. Elles permettent de comprendre ce que les services secrets complotaient au cours des années 60: écoute de nombreux secteurs de la société guatémaltèque, participation et appui tacite aux activités de répression et à des exécutions,...la liste est longue. On peut les consulter sur le web: www.gwu.edu/~nsarchiv/

CAS GERARDI : DÉMISSION D'UN TROISIÈME JUGE

[Monseigneur Gerardi a dirigé les travaux d'enquête (rapport REMHI) entrepris par l'église catholique sur les trois décennies de conflit armé du pays. En avril 1998, il a présenté le rapport qui indiquait que les forces armées étaient responsables de la grande majorité des atrocités commises pendant le conflit. Deux jours après la présentation du rapport il avait été trouvé matraqué à mort.]

La juge chargée de l'enquête sur l'assassinat du défenseur des droits humains Monseigneur Juan Gerardi a été menacée après avoir accusé trois officiers haut gradés de l'armée de responsabilité dans le cas. Un de ses assistants au tribunal a été aussi menacé, et les deux craignent maintenant pour leur vie. Deux des juges chargés antérieurement du procès ont démissionné, et un autre a fui le pays.

>> suite p.6 >>



Le 18 mai dernier, la juge Flor de María García Villatoro a statué qu'il y avait suffisamment de preuves contre les trois haut gradés militaires pour les amener en justice pour l'assassinat. Depuis le 19 mai, la juge García et une autre fonctionnaire, Patricia Mejía, ont été constamment suivies par des hommes en voiture. Les deux sont extrêmement inquiète mais elles poursuivent leur travail concernant ce cas.

Le juge Alexis Calderón, un des trois juges responsables du procès, a annoncé sa démission le 14 juin après qu'il ait été accusé de favoriser un des accusés lors d'un procès antérieur, soit Obdulio Villanueva Arévalo, un ancien membre de la Garde présidentielle (EMP). Calderón a été juge au procès de Villanueva en 1996, accusé de l'assassinat d'un livreur de lait qui avait apparemment conduit son camion trop près de l'ancien président Alvaro Arzú alors qu'il faisait du cheval sur une route. Le bureau de droits humains de l'Archevêché, qui était à l'époque dirigé par Gerardi, a mis en doute l'indépendance du juge Calderon dans ce procès et a dit que la sentence de Villanueva était trop légère.

Calderón est le 3e juge qui démissionne dans le cas Gerardi. Le premier juge chargé de ce cas a démissionné lorsqu'on l'a accusé d'incompétence, et son successeur a démissionné après avoir reçu des menaces de mort. Le fiscal Leopoldo Zeissig a dit que le procès est dans une impasse jusqu'à ce qu'un nouveau juge soit nommé. «Quand vous voyez un pays où un cas pareil avance aussi lentement, le message est très inquiétant», a dit José Miguel Vivanco, directeur du bureau américain de Human Rights Watch. [La Nación Costa Rica, 6/16/00 de Reuters]

DÉCOUVERTE D'UNE BASE DE DONNÉES DE L'ARMÉE GUATÉMALTEQUE

Edgar Gutierrez, le directeur du Bureau d'analyse stratégique du gouvernement du Guatemala, a annoncé la découverte d'une base de données qui contient 650 428 noms de citoyens guatémaltèques. Cette base de données a été apparemment utilisée par les militaires et le gouvernement guatémaltèque pour contrôler la population civile. Les noms sont ceux de personnes de tous âges et de toutes origines, comprenant des enfants, des politiciens, des anciens guérilleros, des

hommes d'affaires, des étudiants, des paysans et des syndicalistes. Selon Gutierrez, les données ont été entrées dans le système informatique entre le 26 décembre 1995 et le 18 janvier 1996, période de transition entre les présidents Ramiro de León Carpio et Alvaro Arzú. Il croit que l'information aurait pu être recueillie sur une période d'au moins 10 ans, «parce que la quantité de noms atteint presque plus de 50 % de l'annuaire téléphonique», a-t-il dit.

Gutierrez a remis les fichiers au Ministère des affaires publiques (MP), à la Mission des Nations Unies au Guatemala (MINUGUA) et au bureau du Procureur des droits humains (PDH). Le Procureur des droits humains a dit que les personnes qui désirent savoir si leur nom apparaît sur cette liste peuvent remplir un formulaire pour recevoir les informations. De plus, il a signalé «qu'il était sûr que l'information a été utilisée à des fins répressives par l'armée... C'est un indice que l'armée avait un contrôle sur les gens».

A la même occasion, deux autres fichiers ont été trouvés dans l'ordinateur du serveur utilisé par le Secrétariat d'analyse stratégique (SAE). Un des fichiers contient de l'information supplémentaire sur 147 099 personnes de la première liste. L'un affirme que ces personnes sont des personnages publics assez connus par les médias. Le troisième fichier contient la classification des 1 191 caractéristiques utilisées pour identifier les gens, y compris les antécédents judiciaires, l'engagement politique, les codes de sécurité, les professions et les départements et villes de résidence. Les fichiers ont été découverts le 10 mars et doivent être décodés par des techniciens du SAE.

D'après Gutierrez, parmi les noms qui sont dans les fichiers, il y a ceux de Juan Gerardi,

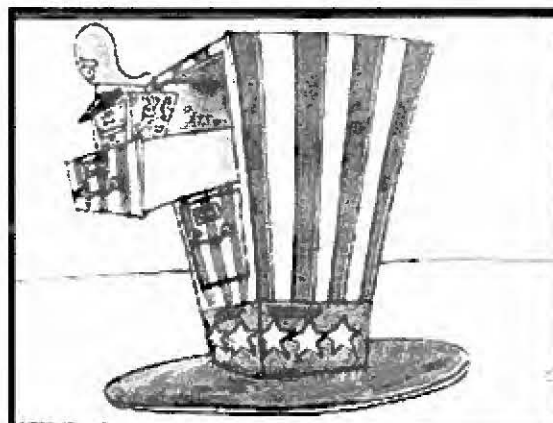


Image tirée des archives du *Guatemalan documentation project*.

de l'anthropologue Myrna Mack qui a été tuée en septembre 1990, du journaliste d'opposition et politicien Jorge Carpio Nicolle, tué en 1993, et celui du dirigeant syndical et étudiant Fernando García, tué en 1984 (García était le mari de la fondatrice du GAM, actuelle députée à l'Assemblée Nationale, Nineth Montenegro). D'autres noms de la liste sont ceux du Procureur des droits humains, Julio Arango, de la directrice actuelle de la Fondation Myrna Mack, Helen Mack, du dirigeant du GAM Mario Polanco et de la Prix Nobel de la Paix Rigoberta Menchú.

Gutierrez, un ancien membre du Projet REMHI et actuel membre du gouvernement Portillo, a indiqué qu'il a découvert la base de données alors qu'il nettoyait son bureau. L'annonce publique de cette base de données permet d'avoir des informations importantes sur l'étendue du contrôle et de la surveillance que les militaires guatémaltèques exercent sur la population civile. Les codes qui apparaissent à côté des noms doivent être encore analysés.

LE CONGRÈS DES ÉTATS-UNIS REJETTE LE «RENOUVELLE- MENT» DE L'AIDE MILITAIRE

Le congrès des États-Unis a décidé que l'appui militaire au Guatemala resterait à l'intérieur des restrictions prévues, soit le programme IMET (Éducation et entraînement militaire international) et FMF (Financement militaire à l'étranger), selon le Réseau de solidarité avec le peuple du Guatemala des États-Unis, NISGUA. L'organisation a dit que des points des Accords de paix (conclus le 29/12/96) portant sur le rôle de l'armée n'avaient pas encore été remplis ce qui justifie la pression que le groupe exerce sur le congrès pour éviter toute reprise de l'aide militaire sous une autre forme que celle pratiquée actuellement, qui se limite à des cours pour les militaires. (cerigua-17/05/00)

Selon un porte-parole de l'ambassade des États-Unis au Guatemala, il y aurait un plan de lutte contre la drogue dénommé Jaguar-2000 qui

[voir la suite des nouvelles en haut de la page 7]

serait en train de se préparer. Le porte-parole n'a pas voulu avancer des détails à ce sujet. Pour le moment, le Service des garde-côtes de son pays patrouille au large des côtes guatémaltèques, mais seulement pour agir contre les immigrants illégaux et le trafic de la drogue. (ceg-15-21/05/00)

**LA FONDATION DES
ANTHROPOLOGUES
LÉGISISTES (FAFG) A
RÉALISÉE 92
EXHUMATIONS**

Le 8 juin, l'exhumation d'un cimetière clandestin a pris fin à Pujujil, Solola. 21 ossements ont été découverts ainsi que 17 restes humains calcinés des suites d'un massacre qui aurait eu lieu en 1981 et dont serait

responsable l'armée. 125 fosses auraient été nécessaires pour déterrer les restes. (cerigua-08/06/00) D'autre part, le directeur de la FAFG a laissé savoir que depuis 1992, 96 exhumations avaient été réalisées. Au cours de cette période, 1119 ossements humains ont été découverts. Il a expliqué que 60% de ces exhumations ont été faits sur des sites de massacres. Actuellement, la Fondation travaille dans trois communautés dans les départements de Suchitepéquez, Baja Verapaz et dans le Quiché. (cerigua-27/06/00)

Depuis 2 ou 3 mois le nombre d'exhumations a baissé malgré le fait que plus de 50 personnes travaillent maintenant dans les équipes de la FAFG. (PAQG)

Vol à CALDH



Dans la soirée du 25 mai, des personnes non identifiées sont entrées par effraction dans les bureaux de CALDH et ont volé 3 ordinateurs dans lesquels se trouvaient la plupart des archives de l'organisation. Le coordonnateur de CALDH a dit que : «C'est significatif qu'ils n'aient pas pris nos deux nouveaux ordinateurs». Ceci se produit alors qu'un climat de menaces et de violence règne au pays. Selon le journal Prensa Libre (26/05/00) le chef de l'Unité de sécurité et de justice de la MINUGUA, a dit que les menaces ont été très graves au mois de mai. Les nombreuses dénonciations (voir autres nouvelles dans ce bulletin) sont le signe de cette inquiétude.

PERSÉCUTIONS, INTIMIDATIONS ET ACTES DE VIOLENCE AU COURS DES DERNIÈRES SEMAINES (liste partielle)

- 11 avril. L'activiste Mayra Gutierrez a disparu et l'on pressent fortement qu'elle a été victime d'un enlèvement politique. D'autres membres de la famille Gutierrez ont disparu les années précédentes.
- 18 mai. Le GAM (Groupe d'appui mutuel) informe qu'une autre activiste, Norma Elizabeth Rodas Aguirre, ainsi que des membres de sa famille, sont disparus. Elle a été la cible de menaces et de harcèlement.
- 19 mai. Depuis que la juge Flor de María García Villatoro a décidé qu'il y avait suffisamment de preuves contre trois officiers haut gradés militaires pour les amener en procès pour l'assassinat de Monseigneur Gerardi, elle et un autre fonctionnaire du tribunal ont été surveillés en permanence par des inconnus.
- 23 mai. Plusieurs journalistes de Siglo XXI, El Periódico et Guatemala Flash ont reçu des menaces de mort.
- 28 mai. Des dirigeants de la Centrale générale des travailleurs du Guatemala (CGTG) et de la Fédération paysanne et populaire (FEDECAMPO) disent qu'un plan prévoit leur élimination physique.
- 3 juin. Des membres d'un projet d'eau potable à Canton Shesik, Santa Cruz del Quiché, reçoivent des menaces après avoir dénoncé la corruption d'un comité local.
- 4 juin. Tentative de vol à CONAVIGUA.
- 6 juin. Des anciens PAC (groupe paramilitaire) menacent la communauté de San Andres Salcabaja au Quiché en tirant dans les airs et en disant : «le prochain qui nous barre le chemin mourra».
- 20 juin. La mère, la sœur et plusieurs membres de la famille du président Portillo fuient le pays pour venir au Canada. Raison : il ont peur d'être la cible de kidnappeurs...
- 21 juin. Un membre du syndicat des travailleurs de l'entreprise agricole de San Marcos a été la cible d'un attentat, de même que des membres de sa famille, lorsque des hommes armés ont tiré sur sa demeure.
- 27 juin. Freddy Morales, journaliste dans une radio de Escuintla reçoit depuis le 24 des menaces au téléphone et on lui demande de faire attention à l'information qu'il diffuse. Des voitures le suivent.

¿QUE PASA EN EL PA?

Formations

Il y a une formation au cours de l'été, du 9 au 13 juillet. 7 personnes se sont inscrites, incluant les stagiaires de l'ACDI. Elle a lieu à Saint Ferdinand d'Halifax. L'équipe de formation est donc très occupée cet été; Ève a repris du service aux côtés de Dylan. On prévoit une prochaine formation pour octobre.



La dernière formation a eu lieu du 4 au 8 mai. 9 futurs accompagnateurs-trices étaient présents. Bienvenue à toutes et à tous au PAQG! Voici la photo de groupe

Coordonatrice de la CONIC de passage à PAQG

Isabel Solis Pajarito, coordonatrice générale adjointe de la Coordinadora Nacional Indígena y Campesina (CONIC) du Guatemala, où le CISO appuie un projet de formation auprès des femmes, est venue rencontrer les membres du PAQG au cours du mois de mai. Une vingtaine de personnes étaient présentes, dont plusieurs nouveaux membres. Isabel Solis a réitéré que la situation au Guatemala est extrêmement préoccupante depuis que le gouvernement d'extrême droite est au pouvoir; elle a aussi parlé des activités de la CONIC.

Coordination au Sud

Suite à des pressions amicales de la part des membres du PAQG à Montréal, Marc Drouin a décidé de prendre des vacances avant d'assumer la suite du poste qu'il occupait déjà; il sera de passage à Montréal au mois de juillet. Marc sera dorénavant le coordonnateur du PAQG pour les 2 prochaines années en tant que coopérant du CECI. Comme le processus de sélection n'avait pas permis de trouver un candidat ou une candidate répondant à tous les critères, Marc a bien voulu accepter le poste. Et c'est reparti..

Jeunes Stagiaires de l'ACDI

4 Jeunes Stagiaires ont été sélectionnés dans le cadre de ce programme de l'ACDI au cours duquel ils iront travailler avec des organisations guatémaltèques qui sont partenaires du PAQG. Les 4 stagiaires sont Julie Desnoyers (géographe qui travaillera avec l'ODHA), Caroline Dubé (sociologue qui sera avec l'Ejercicio Profesional Supervisado (EPS)-psychologie, qui fait partie de l'université de San Carlos), Maeve Hauteoeur (anthropologue qui sera avec l'Equipo de estudios comunitarios y accion psicosocial, ECAP), Sandy Tremblay (avocate qui sera avec le Centre d'action légale pour les droits humains, CALDH). Ils participeront aux activités du PAQG à Montréal avant de partir vers le Guatemala début août.

MRI-AQOCI

Le PAQG a obtenu des fonds pour une tournée à l'automne dans le cadre du programme MRI-AQOCI (Ministère provincial des relations internationales en lien avec l'AQOCI). Une femme du Guatemala viendra donc à l'automne dans le cadre de cette tournée intitulée: «Les femmes et la lutte contre l'impunité au Guatemala». La tournée s'effectuera dans le cadre du plan d'action du Réseau Québécois de solidarité avec le Guatemala.



Ce bulletin d'information est produit presque entièrement par des bénévoles. Il a pour objectif de vous informer sur le Guatemala en général, et sur le Projet accompagnement Québec-Guatemala. Toute personne intéressée à y participer peut nous contacter au: (514) 495-3131

Ont participé à la réalisation de ce numéro:

Textes: Christian Fournier, Marc Drouin et Suzy Potvin.

traduction: Rodolfo Hernandez, Roberto Nieto

mise en page: Roberto Nieto

correction: Suzy Potvin, Roberto Nieto, France Béliveau (merci!)

Le Projet Accompagnement Québec-Guatemala est un groupe de solidarité qui offre un appui aux populations autochtones ayant survécu à la répression des années 1980, en offrant une présence lors de l'exhumation de cimetières clandestins, et auprès de témoins lors des procès intentés contre les responsables des massacres.

Le travail du PAQG comprend 4 volets: accompagnement physique au Guatemala; sensibilisation et éducation au Québec; actions urgentes et pressions politiques.

Projet Accompagnement Québec-Guatemala,
6648 St-Denis, Montréal, Qc, H2S 2R9
Tél.: (514) 495-3131
Fax: (514) 495-7965
Courriel: paqando@web.net

Université de Montréal (Maison de la solidarité):
Tél.: (514) 340-7175

À Québec:
320 St-Joseph est, C.P. 51086
Québec, Qc, G1K 8Z7
Courriel: paqquebec@yahoo.com

Au Guatemala:
Proyecto Acompañamiento Québec-Guatemala
7a Avenida 8-56
Edificio El Centro, Oficina 14-19, Zona 1
Guatemala Ciudad, C.A.
Tél.: 502-251-7557
Fax.: 502-253-3131
Courriel: paqg@infovia.com.gt